

OMC : Etats-Unis et Union européenne alimentent le débat agricole

Le 10 septembre, à quelques heures d'une réunion « mini-ministériel » à Zürich, Suisse, devant faire progresser les négociations commerciales du cycle de Doha, à deux mois de la Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong, les Etats-Unis ont fait des annonces importantes sur le dossier agricole. Rob Portman, le représentant américain au commerce, a en effet déclaré que les Etats-Unis étaient prêts à réduire de 60% les aides agricoles de la « boîte orange », catégorie de soutien interne considérée comme ayant les effets les plus négatifs sur les marchés. Plus encore, les Etats-Unis s'alignent sur la proposition du G20 de supprimer totalement les subventions à l'exportation de produits agricoles d'ici 2010, et avancent leur volonté de voir, dans le même temps, diminuer fortement les barrières tarifaires. Très attendues depuis quelques mois, ces propositions américaines ont immédiatement mis la pression sur l'Union européenne dont la Politique Agricole Commune (PAC) est régulièrement mise en cause dans les débats multilatéraux à l'OMC. Ainsi, Peter Mandelson, le commissaire européen chargé des négociations commerciales, a salué l'initiative américaine et a aussitôt proposé une diminution de 70% des soutiens européens classés dans la boîte orange, tout en se disant prêt à progresser sur les volets de l'accès aux marchés¹ et du soutien à l'exportation.

A Genève, où les discussions se poursuivent entre Etats membres, certains affichent leur scepticisme quant à la teneur réelle de ces propositions.

Quelques jours après avoir adressé un mémorandum à Mme Fischer Boel, commissaire européen à l'Agriculture, lui rappelant les « lignes rouges à ne pas dépasser », la France a de nouveau réagi vivement aux déclarations de la Commission. Ainsi, le président français Jacques Chirac a demandé, dans une lettre à José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, une « réorientation de la négociation ». Christine Lagarde, ministre française du Commerce, estime que M.Mandelson va trop loin et risque de brader l'agriculture européenne contre des gains hypothétiques sur des dossiers offensifs pour l'Union, à savoir davantage d'accès aux marchés des produits industriels et des services des pays en développement. Au delà du contenu, la France estime que la méthode de négociation de la Commission manque de transparence au sein des 25.

A l'occasion de la réunion des ministres des finances du G20², qui s'est achevé dimanche 16 à Xianghe, Chine, Paul Wolfowitz, le président américain de la Banque Mondiale, a lui témoigné avoir vu « des gens qui vivent avec moins d'un dollar par jour en Chine, en Inde, au Pakistan et dans des pays africains, des gens qui ne sont pas présents à ce sommet mais que nous sommes censés représenter » [...] « Ils comptent sur nous, nous leur devons un résultat » dans le cadre des négociations du cycle de Doha a t'il poursuivi.

Tandis que le 15 octobre à Genève, des membres d'ONG, d'associations et de mouvements socioprofessionnels manifestaient devant le siège de l'OMC pour « stopper l'emprise des multinationales à l'OMC avant Hong Kong ».

Nouvelle stratégie de l'Union européenne pour l'Afrique

Le 12 octobre, la Commission européenne a adopté une « nouvelle stratégie de l'Union européenne pour l'Afrique » visant à accroître et à améliorer l'aide au développement en faveur du continent africain. « Paix et sécurité, gouvernance judicieuse et efficace, commerce, cohésion sociale et viabilité économique », sont les objectifs clés poursuivis par cette stratégie. Louis Michel, le commissaire européen au développement, souligne également que la mise en cohérence des politiques de coopération au développement au sein de l'Europe est un chantier prioritaire.

16 octobre 2005 : Journée Mondiale de l'Alimentation

Le 16 octobre de chaque année est célébrée dans le monde entier la Journée Mondiale de l'Alimentation, date anniversaire de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), créée il y a 60 ans à Québec pour « libérer l'humanité de la faim ». « Agriculture et dialogue des cultures » a été le thème retenu cette année.

¹ Avec notamment la réduction de 50% des droits de douane les plus élevés (>90%) et un recours minimal aux « produits sensibles ».

² Réunion rassemblant les ministres des Finances et les banquiers centraux des pays qui représentent 90 % du PIB mondial.